

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (\*)

6 JUIN 1997

**PROJET DE LOI**  
**modifiant les lois sur le**  
**Conseil d'Etat, coordonnées**  
**le 12 janvier 1973**

**PROPOSITION DE LOI**  
**modifiant l'article 70 des lois**  
**coordonnées sur le**  
**Conseil d'Etat**

**PROPOSITION DE LOI**  
**modifiant l'article 70 des lois**  
**coordonnées sur le Conseil d'Etat**  
**et complétant ces mêmes lois**  
**en ce qui concerne la nomination**  
**des conseillers d'Etat et le**  
**détachement de titulaires**  
**d'une fonction au Conseil d'Etat**

## RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE  
L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET  
DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR  
**M. José CANON**

(1) Composition de la commission : voir p. 2.

Voir :

- 991 - 96 / 97 :

- N°1 : Projet de loi transmis par le Sénat.
- N°2 à 4 : Amendements.

- 758 - 96 / 97 :

- N°1 : Proposition de loi de M. Bourgeois.

- 911 - 96 / 97 :

- N°1 : Proposition de loi de MM. Tavernier et J.-P. Viseur.

(\*) Troisième session de la 49<sup>e</sup> législature.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (\*)

6 JUNI 1997

**WETSONTWERP**  
**tot wijziging van de wetten op**  
**de Raad van State, gecoördineerd**  
**op 12 januari 1973**

**WETSVOORSTEL**  
**tot wijziging van artikel 70 van de**  
**gecoördineerde wetten op de**  
**Raad van State**

**WETSVOORSTEL**  
**tot wijziging van artikel 70**  
**van de gecoördineerde wetten op**  
**de Raad van State en tot aanvulling**  
**van dezelfde wetten, betreffende de**  
**benoeming van de staatsraden en**  
**de detachering van de ambtsdragers**  
**bij de Raad**

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE  
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR  
**DE HEER José CANON**

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 991 - 96 / 97 :

- N°1 : Wetsontwerp overgezonden door de Senaat.
- N°2 tot 4 : Amendementen.

- 758 - 96 / 97 :

- N°1 : Wetsvoorstel van de heer Bourgeois.

- 911 - 96 / 97 :

- N°1 : Wetsvoorstel van de heren Tavernier en J.-P. Viseur.

(\*) Derde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi, transmis par le Sénat et les propositions de loi jointes (article 17.3 du Règlement) au cours de ses réunions des 14 et 21 mai 1997.

### I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le projet de loi à l'examen vise à apporter une modification plutôt limitée aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modification consistant en une amélioration provisoire de la procédure de nomination des conseillers d'Etat.

*Une procédure améliorée*, parce que le ministre est tenu de respecter la présentation unanime de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, sauf s'il constate que le candidat ne satisfait pas aux conditions de nomination fixées à l'article 70, § 2, ou s'il estime que le nombre des membres du Conseil d'Etat qui ont été nommés parmi les membres de l'auditorat est trop élevé par rapport au nombre des autres membres du Conseil d'Etat.

Le rôle du pouvoir politique est réduit, en l'espèce, à une possibilité d'évocation. Cela vaut non seulement pour le ministre, mais également pour la Chambre des représentants et le Sénat. L'influence du Conseil d'Etat en matière de nominations est dès lors manifestement renforcée et le rôle du pouvoir politique est précisé.

*Une modification provisoire*, parce que la procédure définitive en matière de nominations dépendra de la manière dont on concevra le Conseil supérieur de la justice.

L'objectif est d'attribuer à ce Conseil supérieur la compétence en matière de présentations en vue des nominations dans la magistrature.

Si elles font l'unanimité, ces présentations auront force obligatoire pour le ministre.

---

#### (1) Composition de la Commission :

Président : M. Janssens (Ch.).

A. — Titulaires :

C.V.P. Mme Hermans, Brouns, De Crem, Vanpoucke.  
P.S. MM. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).  
V.L.D. MM. Cortois, Smets, Mme Vanden Poel-Welkenhuyzen.  
S.P. MM. Roose, Van Gheluwe.  
P.R.L.- MM. D'hondt (D.), Moer-F.D.F. man.  
P.S.C. M. Detremmerie.  
VI. M. De Man.  
Blok Agalev/M. Viseur (J.-P.).  
Ecolo

B. — Suppléants :

MM. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Parys.  
MM. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.  
MM. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.  
Mme Croes-Lieten, MM. Delathouwer, Janssens (R.).  
MM. Barzin, de Donnéa, Mme Herzet.  
MM. Fournaux, Lespagnard.  
MM. Huysestruyt, Lowie.  
MM. Tavernier, Wauters.

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.  
Indép. Mme Bastien.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit door de Senaat overgezonden wetsontwerp en de eraan toegevoegde wetsvoorstellen (artikel 17.3 van het Reglement) onderzocht tijdens haar vergaderingen van 14 en 21 mei 1997.

### I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Onderhavig wetsontwerp heeft een eerder beperkte wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot doel, met name een tussentijdse verbetering van de procedure tot benoeming van staatsraden.

*Een verbeterde procedure*, omdat de minister door een eenparige voordracht van de algemene vergadering van de Raad van State gebonden is, tenzij hij vaststelt dat niet aan de in artikel 70, § 2, vastgestelde benoemingsvoorraarden is voldaan, dan wel omdat hij meent dat het aantal leden benoemd uit het auditoraat ten aanzien van het aantal andere leden van de Raad van State te hoog wordt.

De rol van de politieke overheid is in deze eigenlijk beperkt tot een evocatiemogelijkheid. Dit geldt niet enkel voor de minister, maar eveneens voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat. De invloed van de Raad van State inzake benoemingen wordt dus duidelijk verhoogd en de rol van de politieke overheid verduidelijkt.

*Een tussentijdse wijziging*, omdat een definitieve benoemingsprocedure afhankelijk is van de wijze waarop men de Hoge Raad voor de Justitie zal concipiëren.

Het ligt in de bedoeling deze Hoge Raad bevoegd te maken inzake voordrachten tot benoemingen in de magistratuur.

Deze voordrachten zouden, ingeval van eenparigheid, bindend zijn voor de minister.

---

#### (1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Janssens (Ch.).

A. — Vaste leden :

C.V.P. Mevr. Hermans, Brouns, De Crem, Vanpoucke.  
P.S. HH. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).  
V.L.D. HH. Cortois, Smets, Mevr. Vanden Poel-Welkenhuyzen.  
S.P. HH. Roose, Van Gheluwe.  
P.R.L.- HH. D'hondt (D.), Moer-F.D.F. man.  
P.S.C. H. Detremmerie.  
VI. H. De Man.  
Blok Agalev/H. Viseur (J.-P.).  
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Parys.  
HH. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.  
HH. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.  
Mevr. Croes-Lieten, HH. Delathouwer, Janssens (R.).  
HH. Barzin, de Donnéa, Mevr. Herzet.  
HH. Fournaux, Lespagnard.  
HH. Huysestruyt, Lowie.  
HH. Tavernier, Wauters.

C. — Niet-stemgerechtige leden :

V.U. H. Van Hoorebeke.  
Onafh. Mevr. Bastien.

La composition du Conseil supérieur de la justice devrait respecter un équilibre entre magistrats et non-magistrats. Il devrait ainsi être possible d'éviter que les nominations soient monopolisées par le monde de la magistrature.

Le Conseil supérieur pourrait également se voir attribuer des compétences en matière de nominations au Conseil d'Etat, fût-ce, dans ce cas, — compte tenu de la spécificité de la plus haute juridiction administrative — dans une autre composition.

Enfin, le ministre fait observer que le projet à l'examen précise considérablement les conditions de nomination à la fonction de conseiller d'Etat. Cette modification ne vise pas seulement à instaurer un régime provisoire; elle vise également à instaurer un régime durable qui prévoit un seuil d'aptitude minimum très élevé dans le chef des candidats.

Les seules personnes qui pourront encore être nommées sont celles qui auront présenté précédemment, d'une manière ou d'une autre, un sérieux test d'aptitude. Ce test peut avoir consisté en la défense d'une thèse de doctorat, en la réussite des épreuves donnant accès à une chaire universitaire, en la présentation d'un examen d'Etat, etc.

On a renoncé à organiser un examen spécial, étant donné qu'il serait très difficile de constituer un jury chargé d'apprécier l'aptitude de candidats comptant souvent parmi les plus grands spécialistes de notre droit administratif.

## II. — DISCUSSION GENERALE

*M. Tavernier* constate que l'on veut, une fois de plus, modifier la procédure de nomination des conseillers d'Etat. Cette procédure a déjà été modifiée à plusieurs reprises par le passé et, dernièrement encore en 1994, à l'occasion de la modification des lois sur le Conseil d'Etat. Comme aujourd'hui, on se demandait alors surtout comment lutter contre l'influence de la politique sur les nominations et si une telle initiative était du reste souhaitable.

On n'a manifestement pas atteint les résultats escomptés en 1994 en matière de dépolitisation des nominations, puisque le projet de loi à l'examen a été déposé pour répondre à la vague de protestations qui a déferlé à l'occasion de la dernière présentation de candidats aux places de conseillers d'Etat, présentation dans laquelle transparaissaient en effet clairement les équilibres politiques traditionnels.

Le ministre affirme que les conditions de nomination seront désormais tellement strictes que les qualités des candidats primeront toujours leurs sympathies politiques. L'avenir montrera si la pratique confirme la théorie, mais l'intervenant doute fortement que cette confirmation soit apportée !

Le projet prévoit l'audition des candidats non seulement par le Conseil d'Etat lui-même, mais aussi, éventuellement, par la Chambre et le Sénat.

De telles auditions ont déjà eu lieu au sein des commissions de l'Intérieur de la Chambre et du Sé-

De samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie zou een evenwicht moeten bereiken tussen magistraten en niet-magistraten. Op die manier moet het mogelijk zijn zogenoemde « intelect » bij de benoemingen te voorkomen.

Deze Hoge Raad zou ook bevoegdheid kunnen verwerven inzake benoemingen in de Raad van State, zij het dan — gelet op de specificiteit van de hoogste administratieve rechtbank — in een andere samenstelling.

De minister wijst er tenslotte op dat in dit ontwerp de benoemingsvoorraarden tot staatsraad aanzienlijk werden verduidelijkt. Met deze wijziging wordt niet louter een tussentijdse, maar integendeel een duurzame regeling beoogd, die een zeer hoge minimumgrens inzake bekwaamheid van de kandidaten introduceert.

Men zal nog enkel mensen kunnen benoemen die in het verleden op één of andere manier een serieuze bekwaamheidstest hebben afgelegd. Deze test kan hebben bestaan in de verdediging van een doctoraatsthesis, het doorlopen van de procedure die leidt tot de benoeming als hoogleraar, het afleggen van een staatsexamen, ...

Van de organisatie van een apart examen werd afgezien, omdat het een onbegonnen taak zou zijn een examenjury samen te stellen die zou moeten oordelen over de bekwaamheid van de vaak grootste specialisten inzake ons administratief recht.

## II. — ALGEMENE BESPREKING

Eens te meer wenst men, volgens *de heer Tavernier* de benoemingsprocedure voor staatsraden te wijzigen. Dit is in het verleden reeds meermalen het geval geweest en laatst nog ter gelegenheid van de wetswijziging in 1994. Ook toen, zoals nu, stond tijdens de besprekingen de vraag voorop op welke manier de politieke beïnvloeding van benoemingen kon worden tegengegaan en ook of dit wel wenselijk was.

Men heeft klaarblijkelijk de in 1994 vooropgestelde resultaten inzake depolitisering van de benoemingen niet bereikt, aangezien de onmiddellijke aanleiding van onderhavig wetsontwerp de storm van protest is geweest, gerezen naar aanleiding van de laatste voordrachten voor de benoemingen tot staatsraad. In die voordrachten waren de politieke evenwichten immers duidelijk terug te vinden.

Volgens de minister zullen de benoemingsvoorraarden thans zo streng worden gesteld, dat de kwaliteit van de benoemden steeds zal primeren op de politieke aanhankelijkheid. Het zal nog moeten blijken of dit in de praktijk ook zo zal uitdraaien ! Spreker heeft daar sterke twijfels over.

In het ontwerp wordt in hoorzittingen met de kandidaten voorzien, niet enkel in de Raad van State zelf, maar eventueel ook in Kamer en Senaat.

Zulke hoorzittingen hebben nu reeds in de commissies voor de Binnenlandse Zaken van Kamer en

nat dans le cadre de la procédure transitoire appliquée en vue de procéder à la nomination — dont la procédure était engagée — de conseillers d'Etat.

On est en droit de se poser un certain nombre de questions à propos de la méthode de travail utilisée, notamment en ce qui concerne la manière dont les parlementaires absents aux auditions sont informés des travaux.

*M. Jean-Pierre Viseur* fait observer à cet égard que le souci d'objectivité commande que tous les candidats soient entendus par les mêmes parlementaires, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce.

*Le président* admet que la procédure suivie dans le cadre des auditions est susceptible d'améliorations. On a toutefois choisi pour l'heure de suivre la même procédure que celle que la Chambre et le Sénat ont appliquée pour la présentation de candidats à la Cour d'arbitrage ou à la Cour de cassation.

L'organisation d'auditions s'est néanmoins avérée utile, en ce sens que *tous* les membres du parlement ont ainsi pu se faire une idée sur les candidats.

Il s'indiquerait peut-être d'affiner la procédure qui devra être suivie à l'avenir et de l'inscrire dans les règlements de la Chambre et du Sénat. On peut s'inspirer, pour ce faire, de la disposition du projet de loi à l'examen qui règle les auditions au sein du Conseil d'Etat.

\*  
\* \* \*

*M. Cortois* souhaite réagir à certains propos de *M. Tavernier*. Les nominations politiques ne peuvent pas toujours être présentées de manière négative. On peut parler de nomination politique dès qu'une autorité politique procède à une nomination. Or, dans une démocratie, il est normal que les autorités politiques nomment les fonctionnaires et les magistrats. Il n'est pas souhaitable que ce système soit abandonné.

L'autorité politique ne peut évidemment nommer que sur la base de directives et de critères précis excluant les abus. Il faut donc prévoir les garanties nécessaires dans ce domaine.

A cet égard, *le ministre* souhaite encore attirer l'attention sur le fait que toutes les tendances politiques et idéologiques doivent être représentées autant que possible dans les juridictions supérieures, ainsi qu'il ressort très clairement des exemples étrangers. Cette remarque vaut très certainement, en ce qui concerne la Belgique, pour la Cour d'arbitrage, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat, qui sont souvent appelés à se prononcer sur des sujets politiquement sensibles et sur des matières d'une grande portée morale. Si ces juridictions ne sont pas composées de manière équilibrée, leurs arrêts ne seront pas acceptés par la population.

Jusqu'à présent, on s'est surtout efforcé d'atteindre cet équilibre par des nominations partisanes, parfois au détriment de la qualité des intéres-

Senaat plaats gevonden in het kader van de overgangsprocedure voor de op stapel staande benoemingen van staatsraden.

Men kan zich een aantal vragen stellen nopens de gevolgde werkwijze, onder meer inzake de manier waarop de niet op de hoorzittingen aanwezige parlementsleden van de werkzaamheden worden ingelicht.

*De heer Jean-Pierre Viseur* merkt in dit verband op dat een objectieve benadering veronderstelt dat alle kandidaten door dezelfde parlementsleden worden gehoord. Dit is nu niet het geval geweest.

*De voorzitter* geeft toe dat de bij de hoorzittingen gevolgde procedure voor verbetering vatbaar is. Er werd thans evenwel geopteerd voor dezelfde procedure als deze die in zowel Kamer als Senaat werd gevuld voor voordrachten inzake benoemingen bij het Arbitragehof en het Hof van Cassatie.

De organisatie van hoorzittingen is niettemin nuttig geweest in die zin dat aan *alle* parlementsleden ten minste de mogelijkheid werd geboden om zich een beeld van de kandidaten te vormen.

Wellicht is het aangewezen de in de toekomst te volgen procedure te verfijnen en tegelijkertijd op te nemen in de reglementen van Kamer en Senaat. Mogelijk kan men zich hierbij inspireren op de bepaling van onderhavig wetsontwerp die de hoorzittingen binnen de Raad van State zelf regelt.

\*  
\* \* \*

*De heer Cortois* wenst te reageren op een aantal uitlatingen van *de heer Tavernier*. Politieke benoemingen mogen immers niet steeds in een negatief daglicht worden gesteld. Van zodra een politieke overheid tot een benoeming overgaat, kan men spreken van een politieke benoeming. Welnu, in een democratie is het normaal dat de politieke overheid ambtenaren en magistraten benoemt. Het is niet wenselijk dat van dit systeem wordt afgestaapt.

Uiteraard kan de politieke overheid enkel maar benoemen op basis van duidelijke criteria en richtlijnen die misbruiken uitsluit. Op dat gebied moeten de nodige waarborgen worden voorzien.

In dit verband wenst *de minister* er nog op te wijzen dat in de hoge rechtscolleges alle ideologische en politieke strekkingen zoveel als mogelijk moeten vertegenwoordigd zijn. Dit blijkt overduidelijk uit voorbeelden in het buitenland. Voor België geldt dit alleszins het Arbitragehof, het Hof van Cassatie en de Raad van State, die vaak over ook politiek gevoelige onderwerpen en materies met een grote morele draagwijdte een uitspraak moeten doen. Indien deze rechtscolleges niet evenwichtig zijn samengesteld, zullen hun arresten ook niet door de bevolking worden aanvaard.

Tot op heden streefde men dit evenwicht vooral na door middel van partijpolitieke benoemingen, waarbij de kwaliteit van de benoemden soms wel over het

sés. Cette méthode est dépassée, mais il convient néanmoins de préserver l'équilibre et la pluralité. C'est la raison pour laquelle les critères de compétence imposés aux candidats seront désormais particulièrement élevés. Ces nouveaux critères devraient faire en sorte que les juridictions auront automatiquement une composition équilibrée, dans la mesure où l'on peut raisonnablement supposer que les compétences se répartiront équitablement parmi toutes les tendances politiques et idéologiques.

S'il devait s'avérer que ce n'est pas le cas, il faudrait alors modifier à nouveau la loi.

En réponse aux deux intervenants précédents, *M. Tavernier* fait observer ce qui suit :

1) Quand il a parlé, dans son intervention précédente des nominations politiques, il fallait comprendre les nominations pour lesquelles l'appartenance du candidat à un parti politique joue un rôle prépondérant.

L'intervenant peut évidemment admettre que les magistrats et les fonctionnaires soient nommés par les autorités politiques, étant donné que c'est en définitive le ministre qui doit en assumer la responsabilité politique.

2) Il convient d'établir une distinction entre la réalisation d'un équilibre entre toutes les tendances politiques et idéologiques au sein des hautes juridictions, d'une part, et la répartition politicienne des fonctions à conférer, d'autre part. L'intervenant estime que, par le passé, les partis traditionnels sont trop souvent partis du principe qu'une répartition des fonctions entre leurs partis aboutirait automatiquement à l'équilibre évoqué ci-dessus.

*M. Tavernier* annonce enfin qu'il présentera sous forme d'amendements au projet de loi les propositions qu'il a formulées avec *M. Jean-Pierre Viseur* dans la proposition jointe à la discussion n° 911/1 (voir *infra* — discussion des articles).

\*  
\* \*  
\*

En conclusion de la discussion générale, *le président* fait part de sa préoccupation au sujet de deux points concrets :

1) Cette modification de la loi n'aura-t-elle pas d'incidence sur la procédure de nomination actuellement en cours pour huit conseillers d'Etat ?

2) L'article 70, § 1<sup>er</sup>, proposé des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat confère un certain nombre de pouvoirs à la Chambre et au Sénat dans le cadre de la procédure de nomination des conseillers d'Etat. Les assemblées fédérales sont tenues d'exercer ces pouvoirs dans un délai très strict de trente jours au maximum.

Que se passera-t-il en cas de dissolution des Chambres ou en cas de vacances ?

*Le ministre* fournit les réponses suivantes :

1) Le projet de loi à l'examen n'aura aucune incidence sur la procédure de nomination de conseillers

hoofd werd gezien. Dit middel is voorbijgestreefd, maar het evenwicht en de pluraliteit dient men te bewaren. Vandaar de nu aan de kandidaten opgelegde hoge bekwaamheidsvereisten, die automatisch zullen leiden naar een evenwichtige samenstelling van de rechtscolleges, omdat men er geredelijk mag van uitgaan dat de bekwaamheid zowat gelijk verdeeld is over alle politieke en ideologische strekkingen.

Blijkt zulks niet het geval, dan zal men noodgedwongen opnieuw de wet moeten wijzigen.

In zijn repliek op de twee vorige sprekers merkt *de heer Tavernier* het volgende op :

1) Wanneer hij het in zijn vorige tussenkomst had over politieke benoemingen, dient men dit te begrijpen als zijnde benoemingen waarbij de partijpolitieke aanhangelijkheid van de te benoemen kandidaat een overwegende rol speelt.

Uiteraard kan spreker zich wel akkoord verklaren met het gegeven dat het de politieke overheid is die magistraten en ambtenaren benoemt; het is uiteindelijk de minister die daarvoor de politieke verantwoordelijkheid moet dragen.

2) Men dient een onderscheid te maken tussen het bereiken van een evenwicht tussen alle politieke en ideologische strekkingen in hoge rechtscolleges, enerzijds, en een partijpolitieke verdeling van de te begeven functies, anderzijds. Spreker meent dat de traditionele partijen er in het verleden al te veel zijn van uitgegaan dat een verdeling van de functies tussen hun partijen, automatisch tot het hoger geschatste evenwicht zou leiden.

*De heer Tavernier* kondigt ten slotte aan dat hij de voorstellen die hij samen met *de heer Jean-Pierre Viseur* formuleerde in het aan de bespreking toegevoegde wetsvoorstel n° 911/1, als amendementen zal indienen op het wetsontwerp (zie *infra* — artikelsgewijze bespreking).

\*  
\* \*  
\*

Tot slot van de algemene bespreking, uit *de voorzitter* zijn bezorgdheid met betrekking tot twee concrete punten :

1) Zal deze wetswijziging geen weerslag hebben op de thans aan de gang zijnde benoemingsprocedure voor acht Staatsraden ?

2) Aan Kamer en Senaat worden in het voorgestelde artikel 70, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een aantal bevoegdheden gegeven in het kader van de benoemingsprocedure van staatsraden. De federale assemblées moeten deze bevoegdheden binnen een zeer strikte termijn van ten hoogste dertig dagen uitoefenen.

Quid ingeval van ontbinding van de Kamers of ingeval van vakantieperiodes ?

Op deze vragen antwoordt *de minister* als volgt :

1) Er zal geen weerslag zijn van dit wetsontwerp op de aan de gang zijnde benoemingsprocedure van

d'Etat en cours. Il sera procédé à ces nominations conformément à la législation en vigueur, étant entendu que la Chambre et le Sénat entendront les candidats avant de procéder à leur présentation.

Ces conseillers d'Etat ne seront cependant nommés qu'après que, conformément à l'article 120 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'assemblée générale du Conseil aura soumis le plan qu'elle a établi en vue de résorber l'arriéré juridictionnel.

2) Les délais fort stricts impartis à la Chambre et au Sénat ne poseront probablement aucun problème :

a) en cas de dissolution des Chambres fédérales, le ministre ne pourra de toute manière pas procéder à des nominations;

b) des directives seront données à l'administration du ministère de l'Intérieur, de manière qu'aucune présentation de candidats conseillers d'Etat ne soit communiquée à la Chambre et au Sénat pendant les périodes de vacances; en règle générale, l'exercice des compétences en question par les Chambres fédérales sera en effet subordonné à une communication préalable du ministre de l'Intérieur.

Staatsraden. Deze geschieden volgens de vigerende wetgeving, met dien verstande dat Kamer en Senaat hoorzittingen met de kandidaten organiseren alvorens tot hun respectievelijke voordrachten over te gaan.

Deze staatsraden zullen evenwel pas worden benoemd nadat, overeenkomstig artikel 120 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de algemene vergadering van de Raad haar plan tot het wegwerken van de achterstand in de rechtsbedeling zal hebben voorgelegd.

2) Inzake de strikte termijnen opgelegd aan Kamer en Senaat, stelt zich wellicht geen probleem :

a) bij ontbinding van de federale Kamers, kan de minister hoe dan ook niet tot benoeminging overgaan;

b) er zullen richtlijnen worden verstrekt aan de administratie van het ministerie van Binnenlandse Zaken, zodat geen mededeling van voordrachten van kandidaat-staatsraden aan Kamer en Senaat zullen worden gedaan tijdens vakantieperiodes; in de regel is de uitoefening van de bevoegdheden door de federale Kamers immers gebonden aan een voorafgaande mededeling van de minister van Binnenlandse Zaken.

### III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

#### Articles 1<sup>er</sup> et 2

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 10 voix et une abstention.

#### Art. 3

Trois amendements sont présentés à cet article :

1) *Amendement n° 3 de MM. Tavernier et Jean-Pierre Viseur (Doc. n° 991/3)*

*M. Tavernier* explique que cet amendement vise à modifier l'article 70 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat concernant trois points.

a) Afin d'objectiver et de dépolitiser autant que possible la nomination des conseillers d'Etat et afin d'éviter, en outre, le danger d'une « consanguinité », il est proposé de créer une commission de sélection qui doit conseiller le ministre de l'Intérieur en ce qui concerne les nominations à effectuer.

Cette commission de sélection se composerait, pour moitié, de titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat et, pour moitié, de membres qui n'occupent

### III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

#### Artikelen 1 en 2

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden aangenomen met 10 stemmen en 1 onthouding.

#### Art. 3

Op onderhavig artikel werden 3 amendementen ingediend.

1) *Amendement n° 3 van de heren Tavernier en Jean-Pierre Viseur (Stuk n° 991/3)*

*De heer Tavernier* legt uit dat dit amendement tot doel heeft artikel 70 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State op drie punten aan te passen.

a) Om een zo groot mogelijke objectivering en depolitisering inzake de benoemingingen van staatsraden te bewerkstelligen en daarenboven het gevaar voor zogenaamde « intelect » te vermijden, wordt voorgesteld een selectiecommissie op te richten die de minister van Binnenlandse Zaken dient te adviseren over de te verrichten benoemingingen.

Deze selectiecommissie zou bestaan uit evenveel externen als ambtsdragers bij de Raad van State, maar deze personen zouden wel allemaal een duide-

aucune fonction au sein de celui-ci. Toutes ces personnes devraient cependant avoir une connaissance approfondie du fonctionnement du Conseil d'Etat.

Les présentations à l'assemblée générale du Conseil d'Etat auraient ainsi moins de poids que ce n'est le cas dans le projet de loi.

Le pouvoir final de nomination appartiendrait ainsi logiquement au Roi, sous la responsabilité politique du ministre de l'Intérieur.

Quant à la Chambre et au Sénat, ceux-ci n'auraient plus aucun rôle en la matière, si ce n'est le droit de contrôler l'instance de nomination.

b) Les conditions de nomination sont encore plus strictes que dans le projet de loi. Eu égard à la nature des postes à attribuer, il ne suffira pas de réussir l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis du Code judiciaire, c'est-à-dire l'examen de magistrat. Il ne suffira pas davantage d'avoir exercé la fonction de magistrat.

En revanche, les professeurs qui enseignent le droit ou les personnes qui ont présenté avec succès une thèse de doctorat peuvent encore briguer une nomination.

c) Enfin, les fonctions de premier président, de président et de président de chambre du Conseil d'Etat feront l'objet de mandats, conformément aux décisions qui ont déjà été prises à d'autres niveaux.

On n'exercerait donc plus nécessairement ces fonctions jusqu'à la fin de sa carrière, mais seulement pour une période - certes renouvelable - de six ans.

\*  
\*   \*

*Le ministre formule les remarques suivantes concernant cet amendement :*

a) La proposition de créer une commission de sélection est conforme au système définitif qu'il veut mettre en place en matière de nominations dans la magistrature, y compris au Conseil d'Etat.

Le futur Conseil supérieur de la Justice se composera également de magistrats et d'experts externes, lesquels établiraient les actes de présentation en ce qui concerne les nominations dans la magistrature. Le Conseil supérieur siégerait dans une autre composition lorsqu'il intervient dans le cadre de nominations au Conseil d'Etat (cf. *supra*, discussion générale). Le projet de loi à l'examen vise avant tout à répondre aux besoins les plus impérieux en matière de dépolisation.

b) En ce qui concerne les conditions de nomination, l'examen ordinaire pour magistrats ou l'exercice de la fonction de magistrat demeurent également des possibilités valables.

lijk zicht moeten hebben op de werking van de Raad van State.

Het zwaartepunt van de benoemingen zou aldus niet meer liggen bij de voordrachten door de algemene vergadering van de Raad van State, zoals dit wel in het wetsontwerp het geval is.

De uiteindelijke benoeming gebeurt vanzelfsprekend nog door de Koning, onder de politieke verantwoordelijkheid van de minister van Binnenlandse Zaken.

Er is geen rol voor Kamer en Senaat meer weggelegd in dit voorstel, tenzij uiteraard het controlerecht op de benoemende instantie.

b) De benoemingsvoorwaarden worden nog strenger opgevat dan in het wetsontwerp. Gezien de aard van de te begeven betrekkingen, volstaat het niet geslaagd te zijn in het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Rechtelijk Wetboek, met andere woorden het gewone magistratenexamen. Het is evenmin voldoende het ambt van magistraat te hebben uitgeoefend.

Professoren met een leeropdracht rechtswetenschappen of personen die met goed gevolg een doctaarratsthesis in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd, komen wel nog in aanmerking voor een benoeming.

c) Tenslotte wordt in een mandaathouderschap voorzien voor de functies van eerste voorzitter, voorzitter en kamervoorzitter van de Raad van State. Dit ligt in de lijn van beslissingen die reeds op andere niveaus werden getroffen.

Men zou deze functies dus niet noodzakelijk meer tot het einde van de carrière uitoefenen, maar slechts voor een — weliswaar hernieuwbare — periode van zes jaar.

\*  
\*   \*

*De minister doet met betrekking tot dit amendement het volgende opmerken :*

a) Het voorstel tot oprichting van een selectiecommissie ligt in de lijn van het definitieve systeem dat hij voor ogen heeft inzake benoemingen in de magistratuur, inclusief de Raad van State.

De op te richten Hoge Raad voor Justitie zou eveneens samengesteld zijn uit magistraten en externe experts, die de voordrachten inzake de benoemingen in de magistratuur formuleren. Voor de benoemingen in de Raad van State zou de Hoge Raad in een andere samenstelling optreden (zie eveneens *supra* — algemene besprekking). Met onderhavig wetsontwerp beoogt men in de eerste plaats aan de prangende noden inzake depolitisering tegemoet te komen.

b) Inzake de benoemingsvoorwaarden, blijft ook het gewone magistratenexamen of de uitoefening van het ambt van magistraat een valabele mogelijkheid.

L'expérience nous apprend d'ailleurs que les anciens juges de paix ou consulaires qui ont été nommés au Conseil d'Etat peuvent faire bénéficier cette institution d'une expérience utile considérable.

Le droit administratif présente en outre de plus en plus de points de connexion avec certains aspects d'autres branches du droit, y compris du droit privé. Cette remarque s'applique évidemment à la section de législation, mais la section d'administration est, elle aussi, souvent saisie de problèmes ayant trait à des contrats administratifs, à l'attribution de marchés publics, etc.

L'examen de magistrat est d'un excellent niveau et il porte autant sur la pratique que sur les connaissances théoriques. Il est présenté par des personnes qui ont une grande expérience et qui sont habituées à synthétiser et à commenter des problèmes juridiques.

Une autre raison de maintenir l'examen de magistrat comme moyen d'accéder aux fonctions de conseiller d'Etat est qu'il s'agit de la seule possibilité pour des avocats ayant une expérience du barreau de dix ans au moins d'encore entrer en ligne de compte pour une nomination.

Cette catégorie professionnelle peut également rendre d'utiles services au Conseil d'Etat. La procédure devant le Conseil d'Etat demeure certes inquisitoriale, mais la plaidoirie y gagne constamment du terrain. L'expérience d'avocats peut également s'avérer très utile en raison de l'instauration de la procédure en référé.

Il est structurellement exclu qu'un nombre important de juges ou d'avocats soient nommés conseillers d'Etat, étant donné que la moitié au moins des conseillers d'Etat sont nommés parmi les membres de l'auditorat et du bureau de coordination. On ne peut toutefois pas exclure ces catégories de personnes *a priori*.

c) Pour certaines fonctions au Conseil d'Etat, le système du mandat est très certainement à envisager.

Si on l'instaure, il faudra toutefois veiller, autant que possible, à ce qu'il soit instauré en même temps à différents niveaux. Il faut en effet tenir compte des sensibilités existantes.

## 2) Amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Viseur (Doc. n° 991/2)

En vertu de cet amendement, dont la portée est précisée par *Mme Cahay-André*, il serait préférable de charger le Conseil d'Etat d'organiser lui-même un examen d'aptitude professionnelle spécial pour les candidats-conseillers d'Etat.

Compte tenu de la nature spécifique des emplois à conférer, un tel examen offrirait sans doute plus de garanties que l'examen d'accès à la magistrature prévu par l'article 259bis du Code judiciaire.

De praktijk heeft overigens uitgewezen dat gewenzen vrede- of handelsrechters die in de Raad van State werden benoemd, deze instelling veel nuttige ervaring kunnen bijbrengen.

Het administratief recht heeft daarenboven steeds meer aanknopingspunten met aspecten van andere rechtstakken, inbegrepen het privaatrecht. Dit is uiteraard het geval in de afdeling wetgeving, maar ook de afdeling administratie wordt veelvuldig geconfronteerd met problemen inzake administratieve contracten, toewijzing van overheidsopdrachten, en dergelijke.

Het magistratenexamen is van een zeer hoog niveau en niet enkel op theoretische kennis, maar evenzeer praktisch gericht. Het is afgelegd door mensen met een grote ervaring die bedreven zijn in het synthetiseren en becommentariëren van rechtsproblemen.

Een bijkomende reden om het magistratenexamen als mogelijke toegangspoort voor het bekleden van een functie als staatsraad in de Raad van State te behouden, is de vaststelling dat het de enige manier is voor advocaten met minstens 10 jaar balie-ervaring om nog voor een benoeming in aanmerking te komen.

Ook deze beroepscategorie kan nuttige diensten aan de Raad van State bewijzen. De procedure voor de Raad van State blijft weliswaar inquisitoriaal, maar er wordt toch steeds meer gepleit. Door de invoering van de procedure van kort geding, kan de ervaring van advocaten ook zeer welkom zijn.

Structureel zullen nooit zeer veel rechters of advocaten tot staatsraad worden benoemd, aangezien ten minste de helft van het aantal staatsraden uit de leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau worden benoemd. Men mag voornoemde personen evenwel niet *a priori* uitsluiten.

c) Het mandatensysteem voor bepaalde functies in de Raad van State is zeer zeker een te overwegen systeem.

Bij de invoering ervan moet men er echter, in de mate van het mogelijke, naar streven dat het gelijktijdig op verschillende niveaus gebeurt. Men dient immers rekening te houden met bestaande gevoeligheden.

## 2) Amendement n° 1 van de heer Jean-Jacques Viseur (Stuk n° 991/2)

Krachtens dit door *mevrouw Cahay-André* toegelichte amendement is het veeleer aangewezen de Raad van State zelf een bijzonder examen inzake beroepsbekwaamheid voor kandidaat-staatsraden te laten organiseren.

Gelet op de specifieke aard van de te begeven betrekkingen, zou dit examen wellicht meer waarborgen bieden dan het magistratenexamen bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Il y a lieu de faire observer à cet égard que la proposition de loi jointe de *M. Bourgeois* (Doc. n° 758/1) prévoit également l'organisation d'un concours pour les candidats-conseillers d'Etat.

\*  
\* \*

*Le ministre* souligne qu'il n'est pas partisan de ces propositions. Il existe, du reste, déjà des examens spécifiques d'accès au Conseil d'Etat, en l'occurrence, pour les membres de l'auditorat et du bureau de coordination.

Un examen supplémentaire pour les candidats-conseillers d'Etat n'attirera jamais suffisamment de candidats, compte tenu du petit nombre de postes à conférer.

Les personnes éventuellement intéressées par une nomination dans la magistrature ne seront sans doute pas tentées non plus de présenter deux examens, à savoir l'examen normal d'accès à la magistrature et un examen spécifique pour le Conseil d'Etat. L'examen prévu par l'article 259bis du Code judiciaire est en outre suffisant, en termes qualitatifs, pour une nomination éventuelle au Conseil d'Etat (voir également *supra*).

*M. Tavernier* n'est pas non plus favorable à un examen d'aptitude professionnelle organisé par le Conseil d'Etat lui-même, mais il se rallie à l'autre partie de l'amendement. Il demande dès lors que l'on vote séparément sur ces deux parties.

### 3) Amendement n° 5 de *M. Ch. Janssens* (Doc. n° 991/4)

Afin d'éviter que des problèmes éventuels se posent à l'avenir en ce qui concerne les délais dans lesquels la Chambre et le Sénat doivent exercer leurs compétences en matière de nominations de conseillers d'Etat, *le président* propose d'insérer, entre les alinéas 9 et 10 de l'article 70, § 1<sup>er</sup>, proposé, un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« *La dissolution ou l'ajournement des Chambres fédérales ou la clôture de leur session interrompent les délais prévus aux alinéas 5 et 7. Les nouveaux délais commencent à courir au moment de l'installation des bureaux définitifs des Chambres fédérales ou, en cas d'ajournement, au moment où celui-ci prend fin. Les délais sont en outre suspendus pendant la période allant du 21 juillet à l'installation des bureaux définitifs des Chambres fédérales après l'ouverture de la session suivante.* »

L'auteur estime que cet amendement est de nature à résoudre les problèmes qui pourraient éventuellement se poser tant en cas de dissolution des Chambres fédérales qu'en cas de vacances.

Hierbij zij opgemerkt dat ook het toegevoegde wetsvoorstel van *de heer Bourgeois* (Stuk n° 758/1) voorziet in een vergelijkend examen voor de kandidaat-staatsraden. De Raad van State zelf zou de voorwaarden van het examen bepalen en de examen-commissie aanstellen.

\*  
\* \*

*De minister* betoont zich geen voorstander van deze voorstellen. Er bestaat overigens reeds een specifiek examen voor de toegang tot de Raad van State, *in casu* voor leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau.

Een supplementair examen voor kandidaat-staatsraden zal, gelet op het geringe aantal te verrichten benoemingen, nooit voldoende kandidaten lokken.

Mogelijke gegadigden voor een benoeming tot magistraat zullen wellicht ook niet geneigd zijn om twee examens af te leggen, zijnde het gewone magistratenexamen en een specifiek examen voor staatsraden. Het door artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek voorziene examen voldoet daarenboven kwalitatief met het oog op een mogelijke benoeming in de Raad van State (zie ook *supra*).

*De heer Tavernier* is evenmin gewonnen voor een door de Raad van State zelf georganiseerd examen inzake beroepsbekwaamheid, maar gaat wel akkoord met het andere element van het amendement. Hij vraagt daarom een gesplitste stemming over de beide onderdelen.

### 3) Amendement n° 5 van *de heer Ch. Janssens* (Stuk n° 991/4)

Teneinde in de toekomst mogelijke moeilijkheden te vermijden met betrekking tot de termijnen waarbinnen Kamer en Senaat hun bevoegdheden inzake de benoemingen van staatsraden moeten uitoefenen, stelt *de voorzitter* voor een nieuw lid tussen het negende en het tiende lid van het voorgestelde artikel 70, § 1, in te lassen. Dit nieuw lid zou als volgt luiden :

« *In geval van ontbinding of verdaging van de federale Kamers of de sluiting van hun zitting, worden de in het vijfde en zevende lid bedoelde termijnen gestuít. De nieuwe termijnen beginnen te lopen vanaf de installatie van de vaste bureaus van de federale Kamers of, in geval van verdaging, vanaf het einde van deze periode. De termijnen worden bovendien geschorst tijdens de periode die loopt van 21 juli tot de installatie van de vaste bureaus van de federale Kamers na de opening van de volgende zitting.* »

*De indiener* meent dat dit amendement van aard is mogelijke problemen op te lossen zowel in geval van een ontbinding van de federale Kamers, als bij recessperiodes.

Le ministre a certes déjà fait une série de promesses en la matière (voir ci-dessus), mais il ne peut s'engager à la place du Conseil d'Etat. Aussi est-il souhaitable de prévoir une disposition légale en la matière.

\*  
\* \* \*

*Le ministre* peut souscrire à l'objectif de l'amendement. Il demande cependant qu'il fasse l'objet d'une proposition de loi distincte, qui pourrait être adoptée à bref délai.

*Le président* marque son accord sur cette proposition.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 3 de MM. Tavernier et Jean-Pierre Viseur est rejeté par 10 voix contre une.

L'amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Viseur fait l'objet d'un vote par division :

- la première partie est rejetée par 10 voix contre une et une abstention;
- la deuxième partie est rejetée par 11 voix et une abstention.

L'amendement n° 5 de M. Ch. Janssens est retiré.

L'article 3 est ensuite adopté, sans modification, par 11 voix contre une.

#### Art. 4 et 5

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 5bis (*nouveau*)

Deux amendements tendant à insérer un article 5bis (*nouveau*) sont présentés.

#### 1) Amendement n° 2 de Mme Cahay-André (Doc. n° 991/3)

*L'auteur de l'amendement* attire l'attention sur le fait que le détachement de titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat auprès d'une institution internationale diffère, sur plusieurs points importants, du détachement auprès d'une institution nationale et est, par conséquent, moins intéressant aux yeux des intéressés.

Cet amendement vise à harmoniser les deux types de détachement.

*Le ministre* souscrit à l'objectif de cet amendement. Celui-ci doit toutefois être adapté d'un point de vue technique. Il suggère dès lors que cet amende-

De minister heeft ter zake weliswaar reeds een aantal toezeggingen gedaan (zie *supra*), maar hij kan zich niet binden voor de Raad van State zelf. Van daar de wenselijkheid om in een wettelijke bepaling te voorzien.

\*  
\* \* \*

*De minister* is het eens met de strekking van het amendement. Hij vraagt evenwel het in een apart wetsvoorstel te gieten, hetwelk binnen korte termijn zou kunnen aangenomen worden.

*De Voorzitter* kan zich met dit voorstel akkoord verklaren.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 3 van de heren Tavernier en Jean-Pierre Viseur wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1.

Amendement n° 1 van de heer Jean-Jacques Viseur maakt voorwerp uit van een gesplitste stemming :

- het eerste deel wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 en 1 onthouding;
- het tweede deel wordt verworpen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Amendement n° 5 van de heer Ch. Janssens wordt ingetrokken.

Artikel 3 wordt vervolgens ongewijzigd aangenomen met 11 tegen 1 stem.

#### Art. 4 en 5

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden eenparig aangenomen.

#### Art. 5bis (*nieuw*)

Er werden twee amendementen ingediend tot invoeging van een artikel 5bis (*nieuw*).

#### 1) Amendement n° 2 van mevrouw Cahay-André (Stuk n° 991/3)

*De auteur van het amendement* wijst erop dat de detachering bij een internationale instelling van ambtsdragers bij de Raad van State op een aantal belangrijke punten afwijkt van de detachering bij een nationale instelling en hierdoor minder interessant is voor de betrokkenen.

Dit amendement is erop gericht beide regelingen met elkaar in overeenstemming te brengen.

*De minister* kan zich met de doelstelling van het amendement akkoord verklaren. Het dient evenwel technisch nog te worden aangepast. Hij stelt daarom

ment soit, lui aussi, déposé sous forme de proposition de loi distincte, moyennant quelques corrections techniques.

*Mme Cahay-André se rallie à cette proposition.*

**2) Amendement n° 4 de MM. Tavernier et Jean-Pierre Viseur (Doc. n° 991/3)**

Cet amendement tend à interdire le détachement de magistrats du Conseil d'Etat auprès d'un cabinet ministériel.

*M. Tavernier invoque deux arguments à l'appui d'une telle interdiction :*

- a) Ecarter toute apparence de nomination politique

Toute personne détachée du Conseil d'Etat auprès d'un cabinet ministériel sera immanquablement associée à la tendance politique du ministre.

A l'inverse, la nomination d'un membre d'un cabinet au Conseil d'Etat sera taxée de politique.

- b) Respecter le principe de la séparation des pouvoirs

Etant donné que le Conseil d'Etat est appelé à rendre des avis et des arrêts dans des litiges impliquant des cabinets et/ou des administrations, il est clair que les nominations de membres de cabinet auprès du Conseil d'Etat peuvent engendrer des conflits d'intérêts.

\*  
\* \*

*Le ministre* est formellement opposé à la portée de cet amendement.

Il estime que les magistrats du Conseil d'Etat ont bénéficié d'une formation suffisante et jouissent d'une sécurité d'emploi suffisante pour conserver leur indépendance en toutes circonstances. S'il y a un conflit d'intérêts, il va de soi qu'ils doivent s'abstenir de traiter l'affaire en question.

Au contraire, il peut s'avérer utile, pour un auditeur ou un conseiller d'Etat, d'acquérir pendant quelque temps de l'expérience dans le domaine du pouvoir exécutif et, plus particulièrement, de son fonctionnement.

Cela contribuerait sans doute à éviter autant que possible que ceux qui sont appelés à rendre la justice soient coupés du monde.

\*  
\* \*

L'amendement n° 2 de Mme Cahay-André est retiré.

voor om ook dit amendement, mits een aantal technische verbeteringen, als apart wetsvoorstel in te dienen.

*Mevrouw Cahay-André* is het hiermee eens.

**2) Amendement n° 4 van de heren Tavernier en Jean-Pierre Viseur (Stuk n° 991/3)**

Dit amendement strekt ertoe detacheringen van ambstdragers van de Raad van State bij een ministerieel kabinet onmogelijk te maken.

De reden is, volgens *de heer Tavernier*, dubbel.

- a) De schijn van politieke benoemingen vermijden

Een persoon die vanuit de Raad van State gedetacheerd wordt naar een ministerieel kabinet, zal ongetwijfeld met de politieke strekking van de minister worden geassocieerd.

Omgekeerd zal een in de Raad van State benoemde kabinetsmedewerker gekwalificeerd worden als zijnde politiek benoemd.

- b) Het principe van de scheiding der machten respecteren

De Raad van State moet adviezen geven of oordelen vellen over geschillen waarbij kabinetten en/of administraties betrokken zijn. Het is duidelijk dat bij benoemingen van kabinetsmedewerkers in de Raad van State, belangconflicten kunnen opduiken.

\*  
\* \*

*De minister* is het absoluut niet eens met de strekking van dit amendement.

Hij meent dat de ambtsdragers bij de Raad van State voldoende opleiding hebben gekregen en genoeg zekerheid in hun loopbaan hebben verworven om in alle omstandigheden hun onafhankelijkheid te bewaren. In geval van belangconflicten dienen zij zich uiteraard van behandeling van de zaak te onthouden.

Het kan integendeel een voordeel vormen om, als auditeur of staatsraad bij de Raad van State, een tijdlang ervaring te hebben opgedaan op het niveau van de uitvoerende macht en meer bepaald inzake de werking ervan.

Dit kan wellicht bijdragen tot het zoveel als mogelijk vermijden van een wereldvreemde rechtspraak.

\*  
\* \*

Amendement n° 2 van mevrouw Cahay-André wordt ingetrokken.

L'amendement n° 4 de MM. Tavernier et Jean-Pierre Viseur est rejeté par 11 voix contre une.

#### Art. 6

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

\*  
\* \* \*

L'ensemble du projet est adopté, sans modification, par 11 voix contre une.

Les propositions jointes n° 758/1 de M. Bourgeois et 911/1 de MM. Tavernier et Jean-Pierre Viseur deviennent dès lors sans objet.

*Le rapporteur,*

J. CANON

*Le président,*

Ch. JANSSENS

#### ERRATA

#### Art. 3

1) In *limine*, lire « A l'article 70 des mêmes lois coordonnées, » au lieu de « A l'article 70 des mêmes lois, coordonnées le 12 janvier 1973, ».

2) Au § 1<sup>er</sup> proposé, alinéa 4, cinquième ligne du texte néerlandais, lire « omdat » au lieu de « wan-neer ».

3) Au § 1<sup>er</sup> proposé, alinéa 10, première ligne, lire « Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions » au lieu de « Le ministre de l'Intérieur ».

Amendement n° 4 van de heren Tavernier en Jean-Pierre Viseur wordt verworpen met 11 tegen 1 stem.

#### Art. 6

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

\*  
\* \* \*

Het gehele wetsontwerp wordt ongewijzigd aangenomen met 11 tegen 1 stem.

Dientengevolge vervallen de toegevoegde wetsvoorstellen n° 758/1 van de heer Bourgeois en n° 911/1 van de heren Tavernier en Jean-Pierre Viseur.

*De rapporteur,*

J. CANON

*De voorzitter,*

Ch. JANSSENS

#### ERRATA

#### Art. 3

1) In de aanhef van de Franse tekst leze men « A l'article 70 des mêmes lois coordonnées, » in plaats van « A l'article 70 des mêmes lois, coordonnées le 12 janvier 1973, ».

2) In de voorgestelde § 1, vierde lid, vijfde regel, leze men « omdat » in plaats van « wan-neer ».

3) In de voorgestelde § 1, tiende lid, eerste regel, leze men « De minister die bevoegd is voor de Binnenlandse Zaken » in plaats van « De minister van Binnenlandse Zaken ».